



Séance ordinaire du jeudi 31 mai 2018

L'an deux mille-dix-huit et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN.

Extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables - Marché de maîtrise d'oeuvre pour la construction et d'extension du bâtiment et des voiries - Approbation du projet

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, mis en service en 1994 et dont la conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité. L'opération consiste en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Métropole, en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité pour tenir compte de l'extension des consignes de tri.

Par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la Métropole a ensuite autorisé la signature d'une convention de mandat avec la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier), devenue par la suite SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) (, pour le suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole, le suivi et le contrôle d'exploitation des installations restant sous la responsabilité de cette dernière.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consistent notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 35 000 tonnes de déchets par an pour tenir compte de l'extension des consignes de tri des déchets plastiques ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs.

Par une nouvelle délibération n°13636 du 26 février 2016, le Conseil de Métropole a autorisé la signature du marché de maîtrise d'oeuvre avec le groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecte / URBA LINEA / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE, lauréat du concours de maîtrise d'oeuvre pour élaborer le dossier de consultation des entreprises du Marché Global de Performance pour la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance du nouveau process de tri.

Au terme de la procédure menée de dialogue compétitif, la commission d'appel d'offres de la Métropole a décidé, lors de sa séance du 24 octobre 2017, d'attribuer le marché global de performance à la Société Montpelliéraine de Traitement et Valorisation des Déchets (SMTVD), sise ZAC Garosud, à Montpellier.

Dès lors, les études initiales de maîtrise d'oeuvre de conception du bâtiment destiné à accueillir le nouveau process, confiées au groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecte / URBA LINEA / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE, ont pu se poursuivre en phase Avant-Projet Définitif, pour prendre en compte les adaptations issues de l'attribution du marché global de performances du process.

L'Avant-Projet Définitif a été remis par la maîtrise d'oeuvre le 16 février 2018. Il a été complété le 5 avril 2018, permettant d'arrêter le coût prévisionnel des travaux à 4 166 000 euros H.T. (valeur janvier 2018) sur lequel s'engage le maître d'oeuvre. Consécutivement, le forfait de rémunération définitif de la maîtrise d'oeuvre a été arrêté par voie d'avenant à un montant de 802 320,31 euros HT, options et primes comprises.

Conformément aux termes du mandat confié à SA3M, cette dernière a fait établir le Projet Définitif, sur la base de l'Avant-Projet Définitif complété et des observations du mandant. Le Projet Définitif a été remis par la maîtrise d'oeuvre le 17 Avril 2018.

L'estimation du montant des travaux a été réévaluée à ce stade à 4 225 460 euros H.T., soit + 1,43% par rapport au coût prévisionnel des travaux, fixé au terme des études d'Avant-Projet Définitif, pour prendre en compte l'intégration des préconisations géotechniques relatives aux fondations du nouveau bâtiment et des voiries, ainsi que les dernières adaptations nécessaires au process de tri, en cours de finalisation.

En application des dispositions de l'article 11.2 de la convention de mandat conclue avec SA3M, le rapport du Projet Définitif est soumis à l'approbation du Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Projet Définitif remis le groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecte / URBA LINEA / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE pour la partie bâtiment et VRD dans le cadre de l'opération de reconstruction et d'extension du centre de tri des déchets recyclables secs DEMETER,
- approuver le montant de l'estimation des travaux en Phase PRO pour un montant de 4 225 460 euros HT, soit + 1,43% par rapport au coût prévisionnel des travaux, fixé au terme des études d'Avant-Projet Définitif,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 6 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180531-42899-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.